



Pour une rentrée combative mobilisons-nous

Le 12 septembre

Manifestation à 10h 30, point de départ au Peyrou

Selon Emmanuel Macron, ex associé-gérant de la Banque d'affaires Rothschild, ex ministre de l'économie et des finances, pour créer des emplois, il faudrait se débarrasser de tout ce qui briderait l'initiative patronale, de tout ce que les salarié-e-s ont conquis notamment en 1936, à la libération et en 1968. Pour embaucher, le patronat devrait pouvoir licencier comme il l'entend, il devrait aussi pouvoir rémunérer les salarié-e-s sans référence aucune aux diplômes, mais seulement à des « compétences » définies par lui. Tout ce qui confère des droits aux salariés serait un frein à l'efficacité économique.

- **Un gouvernement impitoyable avec les classes populaires**
- **Loi Travail XXL : moins de droits pour les salarié-e-s, plus de pouvoirs pour les employeurs**
- **Austérité pour les salarié-e-s, mais caviar pour les grandes fortunes**
- **Austérité pour l'enseignement supérieur et la recherche**

Ainsi, le gouvernement a annoncé le 11 juillet dernier 4,5 milliards d'annulations budgétaires pour 2017 dont 331 millions pour la recherche et l'enseignement supérieur (ESR). « *Je sanctuariserai le budget de l'Enseignement supérieur et de la recherche* » promettait le candidat Macron en avril 2017. Que sera ce budget pour 2018 et au-delà avec cette politique d'austérité qui n'en finit pas ? Les budgets des organismes et des universités sont indécents, ils ne peuvent être compensés même pour partie par les moyens alloués aux appels à projets, eux-mêmes en forte baisse. Nos salaires sont honteux au regard de nos qualifications et de notre engagement professionnel. Ils contribuent à détourner les jeunes de la recherche publique. Ce d'autant que le nombre de postes ouverts au concours est ridiculement bas. La précarité du travail si prégnante dans les laboratoires et services ne cesse d'affecter l'efficacité du travail.

**Non, cette politique n'est pas inéluctable. Il
faut sortir de la résignation, de la fatalité.
C'est aux salarié-e-s et étudiant-e-s d'imposer
d'autres choix.**